

# Le bâtiment et les travaux publics en Polynésie Française

*Contribuant à hauteur de 5 % au Produit intérieur brut de la Polynésie française et regroupant 9 % de l'emploi salarié, le bâtiment et les travaux publics constituent le troisième secteur d'activité en termes de richesse produite et concentrent 7 % des entreprises de la Polynésie française selon le Répertoire territorial des entreprises.*

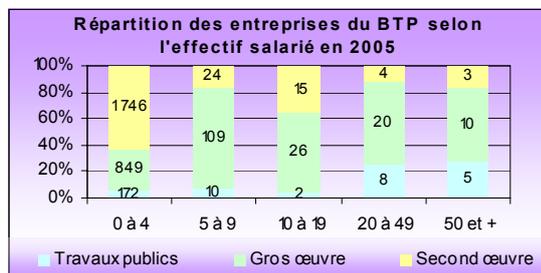
*Le secteur du BTP se caractérise par une forte atomité, regroupant un grand nombre de petites structures travaillant le plus souvent en sous-traitance pour les grandes entreprises.*

*L'analyse des indicateurs du secteur montre une évolution très favorable de son volume d'activité jusqu'en 2003, suivie d'un ralentissement de la croissance. En dépit d'une légère hausse de leur activité entre 2004 et 2005, les entreprises du BTP ont enregistré des performances moindres en termes de rentabilité. Elles parviennent néanmoins à maintenir leur équilibre financier malgré la progression de leur endettement global.*

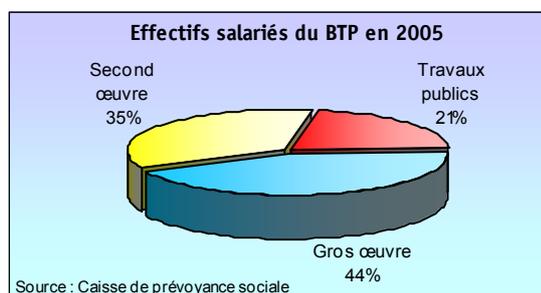
## LES CARACTERISTIQUES DES ENTREPRISES DU SECTEUR

L'activité du bâtiment et des travaux publics se décompose en trois grands sous-secteurs :

- le gros œuvre (travaux de construction) ;
- le second œuvre (travaux d'installation et de finition) ;
- les travaux publics (préparation des sites, construction de chaussées et de sols sportifs, travaux maritimes).

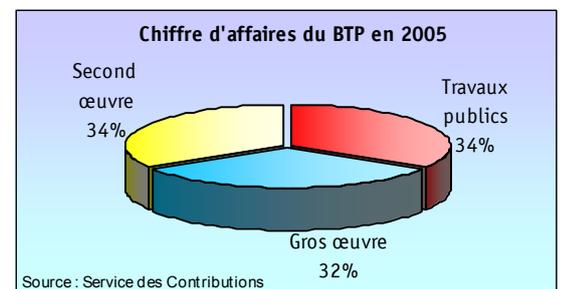


Source : Répertoire territorial des entreprises



Le secteur est composé d'une multitude d'unités de petite taille : 92,1 % des entreprises comptent moins de cinq salariés et 96,9 % d'entre elles en dénombrent moins de dix. En 2005, 3 003 entreprises sont recensées dans le BTP, dont 1 792 ayant pour principale activité l'exécution de travaux de second œuvre. Représentant 60 % du nombre total d'entreprises, cette branche ne concentre que 35 % des 6 000 salariés du secteur et ne participe à la formation du chiffre d'affaires global qu'à hauteur de 34 %, soit la même part que les travaux publics, qui ne constituent pourtant que 6 % des entités juridiques répertoriées. Quant au gros œuvre, il est le plus important employeur, avec 44 % des effectifs déclarés du secteur.

En 2005, le chiffre d'affaires global des entreprises du BTP a atteint 51,6 milliards de FCFP. Le niveau d'activité du BTP est intimement lié à l'investissement public : la même année, les dépenses publiques liquidées dans la construction se sont élevées à 25,3 milliards de FCFP.



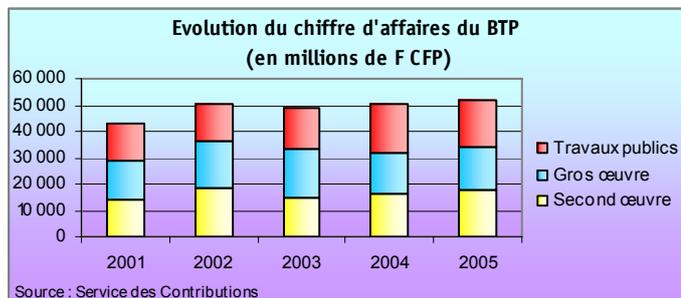
## L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DU SECTEUR

Après une longue période de croissance de l'activité du BTP soutenue par la demande publique et favorisée par les dispositifs de défiscalisation, celle-ci s'est ralentie en 2003. Si le taux de progression annuel du chiffre d'affaires global des entreprises du BTP reste satisfaisant en 2004 (+2,3 %) et en 2005 (+2,5 %), il n'atteint guère les hauts niveaux de 2001 (+22,2 %) et de 2002 (+17 %). Sur la période 2001-2005, le second

œuvre et les travaux publics ont connu une expansion notable, avec des taux de croissance annuels moyens respectifs de +6,1 % et de +5,5 %, contre +1,9 % pour le gros œuvre.

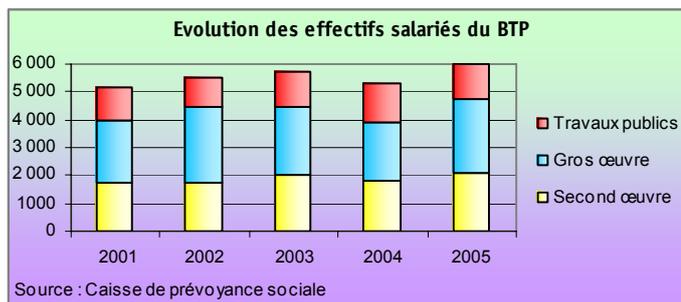
Afin de relancer la dynamique du secteur du BTP, et plus particulièrement d'apporter un soutien aux entreprises de second œuvre, le gouvernement a lancé

en 2005 la première mesure d'aide à l'amélioration de l'habitat par la mise en place de prêts bonifiés pour les ménages. En outre, un dispositif de prêts à l'habitat bonifiés (PHB) a été instauré en août 2005 afin de permettre l'accès à la propriété de ménages pour leur première habitation.



Entre 2001 et 2005, l'emploi salarié a crû de 3,9 % en moyenne par an. Les deux principaux employeurs que sont le gros œuvre et le second œuvre ont largement contribué à cette évolution favorable, avec respectivement +4,5 % et +4,4 %.

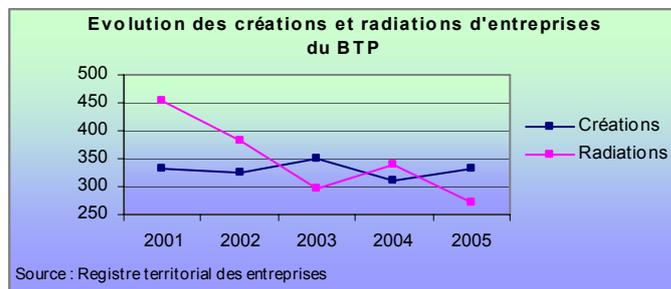
Cependant, la progression continue du nombre d'emplois salariés a subi un coup de frein en 2004 en raison du ralentissement du courant d'affaires du secteur lié au fléchissement de la demande publique. La nette reprise de l'embauche en 2005 par rapport à 2004 (+14,3 %) doit néanmoins être analysée avec prudence. Des régularisations sur la situation de certains employés sont intervenues suite au renforcement des contrôles exercés par l'Inspection du Travail.



Le BTP est un secteur dynamique en Polynésie française avec chaque année un nombre important d'inscriptions et de radiations au Répertoire territorial des entreprises (RTE). Depuis 2001, la création nette moyenne d'entreprises du BTP par an a atteint 3 %.

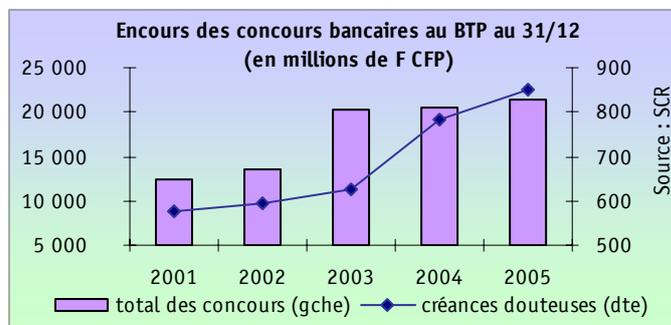
Les tensions observées sur le marché du travail dans le BTP, très fluctuant au gré des commandes publiques et privées, ont renforcé l'atomicité du secteur.

En effet, la création d'entreprises constitue pour quelques travailleurs une alternative à l'inactivité. De nombreuses entreprises artisanales ont ainsi vu le jour dans la construction, notamment dans le domaine des travaux d'installation et de finition. Entre 2001 et 2005, leur nombre est passé de 1 619 à 1 792, soit +10,7 % sur la période pour un taux de progression annuel moyen de 2,6 %.



Au 31/12/2005, les concours bancaires au secteur du BTP ont représenté 9% du total des risques bancaires globaux. L'encours des crédits consentis aux entreprises du BTP par les établissements de crédit est passé de 12,4 milliards de F CFP au 31/12/2001 à 21,4 milliards de F CFP au 31/12/2005, soit un taux de progression annuel moyen de 14,6%. Cette évolution favorable est particulièrement marquée sur la période 2003 à 2005, grâce à la réalisation de grands chantiers, en particulier la construction du nouvel hôpital ou d'hôtels et d'immeubles favorisée par les dispositifs de défiscalisation.

L'encours des créances douteuses s'est établi à 849 millions de F CFP au 31/12/2005 (9 % de l'encours global des créances douteuses du secteur marchand), soit 4% des crédits accordés au secteur du BTP et seulement 0,3% de l'ensemble des concours bancaires déclarés au Service central des risques par les établissements de crédit. L'évolution des créances douteuses a suivi celle des concours consentis au secteur, avec un accroissement de l'encours à partir de 2003. Sur la période 2001-2005, l'encours des créances douteuses a connu un taux de croissance annuel moyen de 10,1 %.



## ANALYSE FINANCIERE DES ENTREPRISES DU SECTEUR

### Méthodologie

L'étude financière du secteur est réalisée à partir d'échantillons représentatifs d'entreprises disposant de documents comptables sur 3 exercices consécutifs (2003, 2004 et 2005) enregistrés dans la Centrale des bilans de l'IEOM. Elle ne concerne que des entreprises de moyenne et grande taille (effectifs moyens de plus de 20 salariés) constituées en société commerciale à l'exclusion des entreprises individuelles, régies par des règles comptables et fiscales différentes. Les chiffres utilisés dans cette étude sont des ratios moyens. Un ratio moyen est le rapport de la somme des numérateurs à la somme des dénominateurs, pour toutes les entreprises de l'échantillon. Il constitue donc une moyenne pondérée des ratios individuels de chaque entreprise, qui accorde un poids plus important aux grandes entreprises. Il faut signaler que tous les cas aberrants ou trop particuliers sont éliminés du calcul des ratios.

L'échantillon retenu pour le secteur du BTP (référéncé selon la nomenclature des activités françaises sous les codes 281C 450A à 454Z et 456A à 459C), englobe 86 entreprises pour un effectif estimé à environ 3.000, soit un taux de couverture en effectifs de 50 %.

## Le chiffre d'affaires du secteur a légèrement progressé ...

Globalement, les entreprises de BTP ont connu une légère hausse de leur volume d'affaires en 2005 (+3% par rapport à 2004).

## ... mais les performances des entreprises du BTP se sont amoindries en 2005

Malgré une croissance maîtrisée des charges d'exploitation, les résultats réalisés ont été moins favorables en 2005, comparativement aux exercices précédents. Les frais de personnel (rémunérations et charges sociales), qui constituent l'un des postes les plus importants des charges, ont représenté 80% du revenu global du secteur en 2005. Quant aux charges financières, leur progression de 11% en 2005, est liée à l'accroissement de l'endettement financier. Dans l'ensemble, les indicateurs de rentabilité ressortent mécaniquement en baisse mais demeurent encore à des niveaux relativement satisfaisants : ainsi, l'excédent brut d'exploitation (EBE) et le résultat net moyens ont respectivement représenté 7,5% et 1,9% du chiffre d'affaires moyen du secteur en 2005 contre 7,8% et 3,5% en 2003.

## Le niveau suffisant des ressources propres ...

Malgré la baisse des performances en 2005, les entreprises de l'échantillon ont dans l'ensemble réussi à maintenir des équilibres financiers encore satisfaisants. En effet, même si les fonds propres nets ont diminué de 8% en 2005, du fait notamment de la baisse du résultat net, la structure du bilan des entreprises du BTP se caractérise toujours par d'importantes ressources propres, qui proviennent en partie des avances en comptes courants d'associés.

## ... s'accompagne d'un taux d'endettement correct malgré la progression de l'endettement global

Le renforcement des ressources propres (+6% en 2005) s'accompagne d'une amélioration du profil des risques des entreprises du secteur, confirmée par un taux d'endettement financier en baisse (83% en 2005 contre 86% en 2004). Cependant, il est à noter que ce taux a fortement progressé depuis 2004, l'endettement à terme ayant augmenté de 20% en moyenne sur la période 2003-2005. L'effort d'investissement réalisé par les entreprises du secteur est à l'origine de cette hausse comme en témoigne la progression des immobilisations brutes (+8% en moyenne sur la période 2003-2005). Par ailleurs, le recours accru au dispositif de défiscalisation locale pour alléger les charges fiscales du secteur, a également concouru à accroître l'endettement des entreprises de BTP, des crédits relais ayant été consentis par les banques pour financer les portages dans les opérations de défiscalisation.

## Une couverture satisfaisante des besoins d'exploitation

Compte tenu de l'allongement du délai client et du renouvellement des stocks, le cycle d'exploitation génère en 2005 plus de besoins en fonds de roulement qu'en 2004. Le taux de couverture du besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE) par le fonds de roulement net global (FRNG) des entreprises est en légère baisse, à 96%, d'où un solde net de trésorerie déficitaire et un recours accru aux concours bancaires courants (+7% en 2005). L'utilisation des facilités de caisse reste cependant modérée, rapportées au chiffre d'affaires (3,5% en 2005). En moyenne sur la période, ces concours ont progressé de 36 %.

Afin d'avoir une meilleure visibilité du secteur, l'échantillon des entreprises du BTP a été scindé en 3 branches d'activités significatives (génie civil, gros œuvre et second œuvre). Ainsi, l'analyse financière de ces 3 branches indique des évolutions différenciées, notamment en termes d'activité, de rentabilité et d'équilibre financier.

## Les entreprises de terrassement et de génie civil

Les entreprises de terrassement et de génie civil (référéncées selon la nomenclature des activités françaises sous les codes 451A, 451B, 452P et 452R) retenues pour l'échantillon sont au nombre de **19 pour un effectif estimé à environ 760, soit un taux de couverture en effectifs de 59%**.

BILAN FONCTIONNEL MOYEN (en milliers F CFP)	2003	2004	2005	▲ 05/04
Ressources propres	141 618	149 205	162 907	+ 9,2 %
<i>dont Dettes groupes et associés stables</i>	14 607	15 725	39 666	+ 152,2 %
+ Ressources emprunts structurels	59 408	93 423	99 736	+ 6,8 %
<i>dont Emprunts bancaires</i>	59 401	93 408	99 686	+ 6,7 %
+ Amortissements et provisions	124 537	133 282	150 062	+ 12,6 %
- Immobilisations brutes	266 735	308 552	336 627	+ 9,1 %
<b>= FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL (FRNG)</b>	<b>58 828</b>	<b>67 358</b>	<b>76 078</b>	<b>+ 12,9 %</b>
Stocks et en cours	21 533	14 070	20 768	+ 47,6 %
+ Créances clients	159 625	175 208	169 772	- 3,1 %
- Dettes fournisseurs	112 727	108 413	111 852	+ 3,2 %
- Dettes fiscales et sociales	40 652	43 744	41 543	- 5,0 %
+ Solde autres créances et dettes d'exploit.	8 832	2 482	477	- 80,8 %
<b>= BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPL. (BFRE)</b>	<b>36 611</b>	<b>39 603</b>	<b>37 622</b>	<b>- 5,0 %</b>
+ Besoins en fonds de roulement hors expl.	-8 136	-2 158	12 291	- 669,6 %
<b>= BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT (BFR)</b>	<b>28 475</b>	<b>37 445</b>	<b>49 913</b>	<b>+ 33,3 %</b>
Disponibilités	49 516	46 483	43 248	- 7,0 %
- Crédits bancaires courants	19 164	16 569	17 084	+ 3,1 %
<b>= TRÉSORERIE</b>	<b>30 352</b>	<b>29 914</b>	<b>26 164</b>	<b>- 12,5 %</b>

Source : Centrale des bilans de l'IEOM

▲ L'analyse de la structure bilancielle indique des ressources propres en augmentation de 9% en 2005, grâce en partie aux comptes courants d'associés. En effet, les associés des grandes entreprises ont décidé de conserver les dividendes perçus fin 2005 en comptes courants jusqu'au 31/12/2007 afin de bénéficier de l'exonération de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. Les ressources d'emprunts structurels ont progressé de 7% en un an, mais le taux d'endettement s'améliore (72% en 2005 contre 74% en 2004) du fait

de la croissance des ressources propres supérieure à celle des dettes financières. La poursuite des investissements réalisés et le financement des opérations de défiscalisation locale sont à l'origine de l'accroissement des emprunts bancaires (+7%). Le FRNG ainsi formé permet une bonne couverture du BFRE (152%) et de recourir modérément aux concours bancaires courants, malgré un allongement des délais de règlement clients (120 jours de CA en 2005). Les délais de règlement fournisseurs ont peu évolué, à 130 jours d'achats.

RÉSULTATS MOYENS (en milliers de F CFP)	2003	2004	2005	▲ 05/04
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES (CA)</b>	<b>503 714</b>	<b>526 480</b>	<b>489 930</b>	<b>- 6,9 %</b>
Marge commerciale	2 245	11 572	6 910	- 40,3 %
+ Production de l'exercice	500 766	514 246	485 966	- 5,5 %
<b>= PRODUCTION GLOBALE</b>	<b>503 011</b>	<b>525 818</b>	<b>492 876</b>	<b>- 6,3 %</b>
- Consommations intermédiaires	306 074	299 519	299 048	- 0,2 %
<b>= VALEUR AJOUTÉE (VA)</b>	<b>196 938</b>	<b>226 299</b>	<b>193 827</b>	<b>- 14,3 %</b>
+ Subventions d'exploitation	0	2	186	+ 9 200,0 %
- Impôts et taxes	1 557	1 363	1 636	+ 20,0 %
- Frais de personnel	135 565	165 961	150 437	- 9,4 %
<b>= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)</b>	<b>59 816</b>	<b>58 977</b>	<b>41 940</b>	<b>- 28,9 %</b>
- Dotations (nettes de reprises)	12 769	15 068	14 471	- 4,0 %
+ Autres produits et charges d'expl.	-1 008	-754	-474	- 37,1 %
- Charges financières nettes	6 277	5 111	-595	- 111,6 %
<b>= RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>39 762</b>	<b>38 044</b>	<b>27 590</b>	<b>- 27,5 %</b>
+ Produits et charges exceptionnels	-4 277	-2 717	-8 177	+ 201,0 %
- Participation des salariés	0	0	0	+ 0,0 %
- Impôts sur les bénéfices	7 911	11 975	4 588	- 61,7 %
<b>= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>27 574</b>	<b>23 352</b>	<b>14 825</b>	<b>- 36,5 %</b>
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>56 705</b>	<b>43 756</b>	<b>38 205</b>	<b>- 12,7 %</b>

Source : Centrale des bilans de l'IEOM

▲ La réduction des marchés publics s'est traduite par un tassement du volume d'affaires de ces entreprises. Après un exercice 2004 particulièrement favorable en termes d'activité, le chiffre d'affaires moyen a diminué de 7% pour atteindre près de 490 MF CFP en 2005. A l'exception des achats de matières premières et des impôts et taxes, en hausse de respectivement 10% et 20% par rapport à 2004, les charges d'exploitation ont évolué à la baisse en 2005, en particulier les frais de personnel (-9%), qui ont cependant absorbé 78% de la valeur ajoutée (VA).

Dans la répartition du revenu global, la part destinée aux entreprises (17%) s'est repliée en 2005 à la faveur de celle consacrée au personnel. Compte tenu de la croissance de l'endettement financier, le poids des intérêts s'est accru (+22%) et a représenté 11% de l'EBE. Le recours à la défiscalisation a permis d'alléger les charges fiscales et d'atténuer le repli du résultat net. Ainsi, la rentabilité a été moins bonne en 2005, avec un résultat net en retrait de 36%. La marge nette dégagée reste toutefois encore satisfaisante, à 3%.

## Les entreprises de gros oeuvre

L'échantillon retenu pour la branche du gros oeuvre (référencées selon la nomenclature des activités françaises sous les codes 452A, 452B, 452J, 452K et 452V) est constitué de 25 sociétés pour un effectif estimé à environ 1.350 (51 % de taux de couverture en effectifs).

BILAN FONCTIONNEL MOYEN (en milliers F CFP)	2003	2004	2005	▲ 05/04
Ressources propres	97 243	86 303	92 918	+ 7,7 %
dont Dettes groupes et associés stables	39 642	18 466	23 518	+ 27,4 %
+ Ressources emprunts structurels	67 519	95 285	92 897	- 2,5 %
dont Emprunts bancaires	61 335	88 280	86 911	- 1,6 %
+ Amortissements et provisions	97 856	107 355	131 101	+ 22,1 %
- Immobilisations brutes	171 655	174 530	191 843	+ 9,9 %
<b>= FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL (FRNG)</b>	<b>90 963</b>	<b>114 413</b>	<b>125 073</b>	<b>+ 9,3 %</b>
Stocks et en cours	67 617	103 589	111 786	+ 7,9 %
+ Créances clients	124 661	151 072	185 167	+ 22,6 %
- Dettes fournisseurs	96 767	96 806	106 672	+ 10,2 %
- Dettes fiscales et sociales	29 886	33 350	40 843	+ 22,5 %
+ Solde autres créances et dettes d'exploit.	1 859	-6 150	-18 381	+ 198,9 %
<b>= BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPL. (BFRE)</b>	<b>67 484</b>	<b>118 355</b>	<b>131 057</b>	<b>+ 10,7 %</b>
+ Besoins en fonds de roulement hors expl.	7 578	7 362	12 116	+ 64,6 %
<b>= BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT (BFR)</b>	<b>75 062</b>	<b>125 717</b>	<b>143 173</b>	<b>+ 13,9 %</b>
Disponibilités	27 508	27 015	19 943	- 26,2 %
- Crédits bancaires courants	11 608	38 320	38 042	- 0,7 %
<b>= TRÉSORÉRIE</b>	<b>15 900</b>	<b>-11 305</b>	<b>-18 099</b>	<b>+ 60,1 %</b>

Source : Centrale des bilans de l'IEOM

▲ Au plan bilanciel, l'exercice 2005 s'est traduit par un renforcement des ressources propres des entreprises (+8%), dû pour l'essentiel à un accroissement des dettes groupes et associés stables (+27%), en particulier pour les sociétés de grande taille (cf. supra). Les efforts d'investissements se sont poursuivis et ont été partiellement financés sur fonds propres. Les ressources d'emprunts structurels, composées essentiellement d'emprunts bancaires, sont en effet ressorties en léger recul (-2%). Sous l'effet conjugué de l'accroissement des ressources propres, le taux d'endettement s'est ainsi amélioré de 14

points, mais celui-ci reste encore élevé, à 141% en 2005. Le dynamisme de l'activité a entraîné un BFRE plus important (+11%), lié à un délai de rotation des stocks plus long (66 j de CA) et un allongement du délai de règlement clients (91 j de CA). Il s'en suit une couverture plus faible du BFRE par le FRNG, qui reste cependant encore satisfaisant, à 87% (91% en 2004). Les concours bancaires courants sont restés stables et ont représenté 6% du chiffre d'affaires en 2005.

RÉSULTATS MOYENS (en milliers de F CFP)	2003	2004	2005	▲ 05/04
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES (CA)</b>	517 062	566 797	606 360	+ 7,0 %
Marge commerciale	1 021	4 288	2 636	- 38,5 %
+ Production de l'exercice	557 613	607 929	611 961	+ 0,7 %
<b>= PRODUCTION GLOBALE</b>	558 634	612 217	614 597	+ 0,4 %
- Consommations intermédiaires	383 708	422 831	396 569	- 6,2 %
<b>= VALEUR AJOUTÉE (VA)</b>	174 926	189 386	218 028	+ 15,1 %
+ Subventions d'exploitation	0	20	282	+ 1 310,0 %
- Impôts et taxes	1 006	1 097	1 288	+ 17,4 %
- Frais de personnel	145 705	158 722	173 340	+ 9,2 %
<b>= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)</b>	28 215	29 587	43 682	+ 47,6 %
- Dotations (nettes de reprises)	6 109	8 625	23 763	+ 175,5 %
+ Autres produits et charges d'expl.	-1 027	-51	-179	+ 251,0 %
- Charges financières nettes	6 949	5 811	5 078	- 12,6 %
<b>= RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	14 130	15 100	14 662	- 2,9 %
+ Produits et charges exceptionnels	-2 500	-708	-6 161	+ 770,2 %
- Participation des salariés	0	0	0	+ 0,0 %
- Impôts sur les bénéfices	3 003	3 536	2 825	- 20,1 %
<b>= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	8 627	10 856	5 676	- 47,7 %
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>	23 391	24 801	39 867	+ 60,7 %

Source : Centrale des bilans de l'IEOM

▲ Dans le gros œuvre, le chiffre d'affaires s'est établi à 606 MF CFP, en progression de 7% en 2005. La diminution de 6% des consommations intermédiaires s'est accompagnée d'une amélioration de la VA (+15%) et de l'EBE (+48%), malgré la hausse de 9% des frais de personnel. Ces dernières ont représenté 79% du revenu global, mais leur part s'est effritée au profit de celle des entreprises (15% en 2005). La rentabilité brute d'exploitation est satisfaisante à 7,2% (5,2% en 2004).

La croissance des dotations aux amortissements et provisions résultant des efforts d'investissement, a conduit à minorer le résultat

d'exploitation (-6%). Malgré la relative stabilité de l'endettement bancaire, les charges financières ont progressé de 19%, en raison principalement de la rémunération des comptes courants d'associés. Néanmoins le ratio intérêts/EBE s'améliore de 6 points, à 18% 2005. Les performances des entreprises ont fléchi en 2005, la progression des charges exceptionnelles (+24%) a conduit à une diminution du résultat net (-48%) et de la marge nette (1% en 2005 contre 2% en 2004).

## Les entreprises de second œuvre

S'agissant du second œuvre, l'échantillon retenu (référéncé selon la nomenclature des activités françaises sous le code 281C, 452E, 453A à 454M) représente 42 entreprises et un effectif global de 915 personnes (44 % de taux de couverture en effectifs).

BILAN FONCTIONNEL MOYEN (en milliers F CFP)	2003	2004	2005	▲ 05/04
Ressources propres	70 524	68 390	70 228	+ 2,7 %
<i>dont Dettes groupes et associés stables</i>	27 370	22 634	26 064	+ 15,2 %
+ Ressources emprunts structurels	19 801	17 728	18 333	+ 3,4 %
<i>dont Emprunts bancaires</i>	16 278	17 628	18 233	+ 3,4 %
+ Amortissements et provisions	37 654	42 286	46 270	+ 9,4 %
- Immobilisations brutes	77 087	79 985	83 725	+ 4,7 %
<b>= FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL (FRNG)</b>	50 892	48 419	51 106	+ 5,5 %
Stocks et en cours	45 063	51 680	59 844	+ 15,8 %
+ Créances clients	50 798	51 280	60 484	+ 17,9 %
- Dettes fournisseurs	29 279	33 596	38 302	+ 14,0 %
- Dettes fiscales et sociales	14 236	14 698	14 904	+ 1,4 %
+ Solde autres créances et dettes d'exploit.	-4 840	-2 880	-10 313	+ 258,1 %
<b>= BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPL. (BFRE)</b>	47 506	51 786	56 809	+ 9,7 %
+ Besoins en fonds de roulement hors expl.	4 005	1 483	1 713	+ 15,5 %
<b>= BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT (BFR)</b>	51 511	53 269	58 522	+ 9,9 %
Disponibilités	9 040	8 600	9 090	+ 5,7 %
- Crédits bancaires courants	9 660	13 450	16 506	+ 22,7 %
<b>= TRÉSORERIE</b>	-620	-4 850	-7 416	+ 52,9 %

Source : Centrale des bilans de l'IEOM

▲ En comparaison des deux autres branches, la croissance des ressources propres a été moins marquée (+3%) mais le renforcement des comptes courants d'associés a été tout aussi significatif (+15%). En termes d'endettement, l'exercice 2005 a été caractérisé par une légère augmentation des emprunts bancaires à terme (+3%) alors que celle des concours bancaires courants a été plus soutenue (+23%) Le taux d'endettement se dégrade mais son niveau reste très correct, à 50% contre 46% en 2004.

L'effort d'investissement a été moins dynamique, comparativement les deux autres branches, avec une hausse des immobilisations brutes de 5%. Le poids des BFRE s'est accru (+10%) pour partie en conséquence de l'alourdissement des stocks (90 j de CA) et de l'allongement du délai de règlement clients (72 j de CA). De ce fait, le FRNG couvre le BFRE à hauteur de 87% (contre 91% en 2004), ce qui nécessite un recours plus accru aux concours bancaires courants. Cependant, ces derniers ne représentent que 7% du chiffre d'affaires.

RÉSULTATS MOYENS (en milliers de F CFP)	2003	2004	2005	▲ 05/04
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES (CA)</b>	221 821	221 973	237 866	+ 7,2 %
Marge commerciale	-270	909	-1 310	- 244,1 %
+ Production de l'exercice	216 862	217 688	231 110	+ 6,2 %
<b>= PRODUCTION GLOBALE</b>	216 592	218 597	229 800	+ 5,1 %
- Consommations intermédiaires	123 544	122 981	128 772	+ 4,7 %
<b>= VALEUR AJOUTÉE (VA)</b>	93 049	95 615	101 028	+ 5,7 %
+ Subventions d'exploitation	195	315	479	+ 52,1 %
- Impôts et taxes	1 306	1 310	1 311	+ 0,1 %
- Frais de personnel	76 348	80 108	83 271	+ 3,9 %
<b>= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)</b>	15 590	14 512	16 925	+ 16,6 %
- Dotations (nettes de reprises)	5 528	5 980	4 645	- 22,3 %
+ Autres produits et charges d'expl.	-321	-168	-323	+ 92,3 %
- Charges financières nettes	2 566	2 339	3 021	+ 29,2 %
<b>= RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	7 175	6 025	8 936	+ 48,3 %
+ Produits et charges exceptionnels	3 286	-1 478	-709	- 52,0 %
- Participation des salariés	0	0	0	+ 0,0 %
- Impôts sur les bénéfices	1 825	956	2 328	+ 143,5 %
<b>= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	8 636	3 591	5 899	+ 64,3 %
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>	16 363	10 586	12 501	+ 18,1 %

Source : Centrale des bilans de l'IEOM

▲ En 2005, le second œuvre a affiché une activité en croissance, le chiffre d'affaires a atteint 238 MF CFP, soit une hausse de 7% par rapport à 2004. Grâce à une gestion maîtrisée des coûts, avec une progression des consommations intermédiaires de seulement 5% et des frais de personnel de 4%, la VA et l'EBE ont enregistré une amélioration respective de 6% et 17%. Le partage du revenu global est resté quasi identique à 2004, la part allouée aux salariés s'établissant à 82% contre 12% pour la fraction destinée aux entreprises.

La rentabilité brute d'exploitation évolue positivement pour s'afficher à 7%. L'accroissement des charges financières est lié au recours plus accru aux concours bancaires courants et à la rémunération des comptes courants associés. Néanmoins, le poids des intérêts est moins élevé et représente 16% de l'EBE contre 18% en 2004. Ce niveau atteste d'une solvabilité moyenne des entreprises tout à fait correcte. Le résultat net ressort en forte hausse de 64% et la marge nette s'améliore de près d'un point, à 2,5%.

## PERSPECTIVES

Les indicateurs chiffrés disponibles semblent indiquer un redressement de l'activité en 2006 pour le bâtiment. Ce surcroît d'activité est en partie stimulé par les travaux engagés par les particuliers ayant bénéficié des différentes mesures de soutien au logement et à l'amélioration de l'habitat (PHB et PAB). De manière générale, la poursuite des efforts d'investissement a principalement concerné la commande privée, notamment dans le cadre de travaux immobiliers et hôteliers financés par les dispositifs de défiscalisation. A ce titre, les professionnels du secteur demeurent inquiets car les alternances politiques récentes que la Polynésie française a connues ont freiné les projets de défiscalisation en 2004 et 2005, entraînant une diminution du carnet de commandes pour 2006 et 2007.

Ainsi, la reprise du BTP reste étroitement liée à l'augmentation des commandes publiques. En manque de visibilité à moyen terme, les principaux acteurs de la construction sont dans l'attente du lancement de grands projets qui permettrait de relancer l'activité de toute la filière, des grandes sociétés chargées de la maîtrise d'ouvrage aux petites entreprises sollicitées pour la sous-traitance.

## LEXIQUE

- **Valeur ajoutée (VA)** : Indicateur du poids économique de l'entreprise, mesurant la création de la valeur apportée par celle-ci.
- **Revenu global** : Surplus total de richesses créées par l'entreprise, réparti entre les divers partenaires de l'entreprise.
- **Excédent brut d'exploitation (EBE)** : Indicateur de la performance industrielle et commerciale de l'entreprise, qui représente la valeur apportée par le capital économique.
- **Rentabilité brute d'exploitation = EBE/Chiffre d'affaires** : Indicateur significatif de la performance industrielle de l'entreprise et de sa capacité bénéficiaire.
- **Marge nette = Résultat net/Chiffre d'affaires** : Résultat dégagé pour 100 de chiffre d'affaires.
- **Besoins en fonds de roulement d'exploitation (BFRE)** : Besoins liés au cycle d'exploitation issus des décalages entre flux physiques et flux financiers
- **Fonds de roulement net global** : Différence entre les ressources stables et les emplois stables.
- **Taux d'endettement = Endettement/Capitaux propres** : Mesure de l'indépendance financière de l'entreprise
- **Poids des intérêts = Intérêts/EBE** : Part du profit global que l'entreprise doit consacrer à la rémunération des capitaux empruntés.

Directeur de la publication : A.VIENNEY - Responsable de la rédaction : JP DERANCOURT - Éditeur : IEOM -  
Achévé d'imprimer en janvier 2007

Agence de la Polynésie Française 21, rue du Docteur Cassiau- BP 583 – 98 713 Papeete